

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 11 décembre 2014

GEC (2014) Rap2

**COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET  
LES HOMMES  
(GEC)**

**6<sup>e</sup> réunion**

**19-21 novembre 2014**

RAPPORT

## **I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

Sergiy Kyslytsya, président par intérim, ouvre la réunion, accueille les participants et propose de faire un tour de table pour permettre à tous les membres de la commission, anciens et nouveaux, de se présenter.

L'ordre du jour est adopté par la GEC tel qu'il figure à l'annexe I du présent rapport. La liste des participants fait l'objet de l'annexe II.

La secrétaire de la GEC, Liri Kopaçi-Di Michele, rend compte de l'échange de vues organisé entre le Comité européen pour la cohésion sociale, la dignité humaine et l'égalité (CDDECS), comité parent de la GEC, et les présidents ou le secrétariat de ses trois structures subordonnées. M<sup>me</sup> Kopaçi-Di Michele a remplacé la présidente du GEC qui n'a pas pu y participer. Elle informe la GEC des questions et discussions qui ont été portées au sujet de la relation entre la GEC et le CDDECS, y compris les méthodes de travail par le CDDECS au travail et aux activités de la GEC et la communication du travail de la GEC au Comité des ministres par le CDDECS. Le CDDECS avait approuvé un programme de travail avant cet échange et M<sup>me</sup> Kopaçi-Di Michele a suggéré que des membres de la GEC participent à certains groupes de travail sur des thèmes pertinents.

Les membres sont aussi encouragés à contacter leurs collègues du CDDECS et du ministère des Affaires étrangères de leur pays en vue de promouvoir le travail et les activités de la GEC et d'obtenir un soutien afin d'assurer la participation de tous les Etats membres dans le travail et les activités de la GEC.

## **II. Election du président et de la vice-présidente**

A la suite d'une élection à bulletin secret, Sergiy Kyslytsya (Ukraine) est élu président et Kira Appel (Danemark) est élue vice-présidente de la GEC.

## **III. Programme transversal du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

### **1. Coopération avec les autres secteurs du Conseil de l'Europe**

#### **a. Echange de vues avec le président du Groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme du Comité des Ministres (GR-H)**

Le président accueille Monsieur l'ambassadeur Drahoslav Štefánek, représentant permanent de la Slovaquie auprès du Conseil de l'Europe, président du Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et rapporteur du Comité des Ministres sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Au cours de son intervention, M. Štefánek exprime son soutien à l'égard des importants travaux de la GEC et de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il informe également les membres des récentes activités menées par le GR-H en prévision de la Convention d'Istanbul et de la prochaine élection des membres du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), dont les conclusions ont été transmises au Comité des Ministres pour adoption. Il salue aussi la contribution de la GEC aux efforts des Etats membres pour lutter contre les stéréotypes de genre et mentionne tout

particulièrement les deux conférences des points de contacts nationaux sur les médias et sur l'éducation. Il insiste sur la nécessité de poursuivre les actions de sensibilisation sur cette question importante. Par ailleurs, il déclare souhaiter une plus grande coopération entre la GEC et le Comité des Ministres et propose de mettre en place des échanges directs entre ces deux organes dès l'année prochaine. Au cours de la discussion qui s'ensuit, le fait que le Conseil de l'Europe ne prenne en charge les frais que de 16 membres de la GEC est évoqué. M. Štefánek recommande aux membres de commencer les travaux de révision du mandat de la GEC dès que possible. Il souligne qu'en raison de contraintes budgétaires, il pourrait être difficile d'obtenir l'approbation de cette révision pendant les deux prochaines années, mais il ne veut préjuger d'aucune décision.

**b. Echange de vues avec le Comité européen pour la cohésion sociale, la dignité humaine et l'égalité (CDDECS))**

La présidente du CDDECS ouvre l'échange de vues et salue les membres de la GEC. Elle évoque la discussion qu'elle a eue avec la secrétaire de la GEC et exprime son souhait de conserver une certaine souplesse dans tous les aspects de la relation entre les deux organes. Elle donne un aperçu du programme de travail du CDDECS et des domaines d'intérêt commun offrant des possibilités de coopération. Le président de la GEC convient de l'importance d'une coopération ainsi que d'un échange régulier d'informations, et déclare que la GEC est disposée à contribuer aux travaux du CDDECS dans leurs domaines d'intérêt commun. Il soulève la question de l'impact négatif sur le travail de la GEC causé par le fait que seuls les frais de voyages et de per-diem de 16 membres du CED ont été remboursés par le Conseil de l'Europe, et qu'il faudrait s'assurer que tous les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe participent et contribuent aux activités de l'Organisation dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il en appelle au soutien du CDDECS.

Le rapport annuel de la GEC sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe en 2014 est présenté et accepté (voir point 2.b ci-dessous).

La présidente du CDDECS accueille Catherine Bij de Vaate, conseillère politique de l'Institute on Gender Equality and Women's History (ATRIA), qui fait une présentation sur l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration de la perspective de genre. Cette présentation est disponible sur le site web consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.

- *Au cours de son échange de vue avec la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le CDDECS propose la révision du mandat de la GEC pour garantir que les frais de voyage et de séjour des représentants des 47 Etats membres sont pris en charge par le Conseil de l'Europe ;*
  - *Le CDDECS prend note du rapport annuel de la GEC sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe 2014-2017 et décide de le communiquer au Comité des Ministres.*
-

A la suite de l'échange entre le CDDECS et la GEC, une discussion s'engage pendant la réunion de la GEC. Des membres de la commission concluent que l'échange aurait été plus fructueux si la GEC l'avait mieux préparé en amont. De l'avis général, le fait qu'il s'agisse seulement de la deuxième réunion du CDDECS et que ses priorités de travail n'aient été examinées que la veille ont eu un effet sur cet échange.

*La GEC :*

- *convient de préparer à l'avance tous les prochains échanges de vues avec d'autres entités, y compris son comité parent ;*
- *déclare qu'elle soutient les travaux du CDDECS et qu'elle est disposée à y contribuer dans les domaines relevant de son mandat.*

**c. Echange de vues avec Helena Lišuchová, rapporteure du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) sur l'égalité entre les femmes et les hommes)**

Le président accueille Helena Lišuchová, rapporteure du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) sur l'égalité entre les femmes et les hommes, qui présente les dimensions de genre du quatrième cycle d'évaluation du GRECO portant sur la prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs, et informe les membres des futurs travaux prévus par le GRECO. Le rapport du GRECO sera publié début 2015 mais certaines de ses conclusions concernant la dimension de genre et la corruption sont évoquées, notamment la nécessité d'une collecte systématisée des données dans ce domaine. M<sup>me</sup> Lišuchová informe la GEC que le PNUD va mener, sur la base du volontariat, une étude dans les Etats membres du GRECO sur les femmes et les hommes dans la fonction publique, et demande aux membres de la GEC d'y participer et d'y apporter leur soutien. Le président remercie M<sup>me</sup> Lišuchová et encourage les membres de la commission à s'appuyer sur ces conclusions dans leurs discussions avec les autorités. La présentation de M<sup>me</sup> Lišuchová est disponible sur le site web consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Demande du Comité des Ministres d'information et/ou d'observations éventuelles sur la Recommandation 2053 (2014) de l'APCE « Les droits des femmes et les perspectives de coopération euro-méditerranéenne »**

Les commentaires figurant dans le document GEC(2014)16 sont examinés et approuvés tels que modifiés.

*La GEC :*

- *charge le secrétariat de transmettre les observations retenues au Comité des Ministres.*

**2. Stratégie 2014-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

**a. Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

Le président présente ce point et explique que le Rapport annuel pour 2014 sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes doit être transmis au CDDECS pour qu'il en prenne note avant de le faire suivre au Comité des Ministres. Le rapport tel qu'il figure dans le document GEC(2014)12 est examiné par les membres qui approuvent les informations qu'il contient.

*La GEC :*

- *convient de transmettre une version abrégée du rapport annuel au CDDECS pour qu'il en prenne note.*

#### **b. Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme**

- Suivi de la Conférence d'Amsterdam sur « Les médias et l'image de la femme » (juillet 2013)

Le président invite Liri Kopaçi-Di Michele à faire le point sur le suivi de la Conférence sur « Les médias et l'image de la femme » qui a eu lieu en juillet 2013 à Amsterdam. Tous les Etats membres n'ayant pas encore envoyé leurs bonnes pratiques sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias ont été encouragés à le faire, car leur compilation va être mise à jour et publié sur le site web. Un projet de manuel sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2013)1 du Comité des Ministres sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias, qui a été élaboré par un expert en coopération avec des collègues de la Division des médias, a été présenté et la GEC a été informée de la préparation d'une publication destinée à une large diffusion parmi les membres de la GEC, les points de contacts nationaux ainsi que les membres du CDMSI, le Comité directeur sur les médias du Conseil de l'Europe.

*La GEC :*

- *encourage tous les Etats membres souhaitant contribuer aux travaux de mise à jour de la compilation des bonnes pratiques à soumettre leur contribution dès que possible ;*
  - *prend note du projet de manuel tel qu'il figure dans le document GEC(2014)14 et convient de sa publication ainsi que de sa large diffusion.*
- Conférence d'Helsinki sur la lutte contre les stéréotypes dans et par l'éducation (9-10 octobre 2014)

Le président présente ce point et laisse la parole au secrétariat. Liri Kopaçi-Di Michele informe les membres que le projet de rapport final de la conférence est en cours de préparation et sera disponible prochainement. Elle décrit également les trois activités de suivi proposées, qui figurent dans le document GEC(2014)13.

La première activité consiste à continuer de développer, de mettre à jour et de diffuser la compilation de bonnes pratiques. Tous les Etats membres ont été encouragés à soumettre leurs contributions pour qu'elles soient intégrées dans le document mis à jour. La

compilation actuelle est en cours de traduction et sera publiée sur le site web consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Villano Qiriazzi, chef de la Division des Politiques éducatives, informe les membres que la Division des Politiques éducatives sera chargée de superviser les deux autres activités de suivi. Cette démarche se place dans la continuité de la coopération transversale entre les secteurs de l'éducation et de l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe. M. Qiriazzi informe la GEC que le bureau du Comité directeur de l'éducation a eu une discussion sur la Conférence d'Helsinki et a proposé, pour faire directement suite à la collecte de bonnes pratiques, de créer un manuel de référence pour les acteurs et les responsables politiques à tous les niveaux d'éducation, portant sur un éventail de sujets liés aux stéréotypes de genre dans l'éducation.

La deuxième activité de suivi proposée par la Division de l'éducation consiste à mener une étude sur les difficultés que pose la misogynie sur internet, dans le droit fil de l'éducation à la citoyenneté numérique qui fait partie des nouvelles actions pour 2016-2017. Elle sera axée sur la promotion de mesures positives des instances éducatives pour le développement des compétences numériques des enseignants et des élèves, et traitera également de questions relatives entre autres à l'intimidation et à la misogynie sur internet et à la pratique de la textopornographie (« sexting ») dans un environnement scolaire en ligne.

*La GEC :*

- *convient que les trois activités décrites dans le document GEC(2014)13 doivent être menées ;*
- *encourage les Etats membres à soumettre toute contribution supplémentaire à la compilation de bonnes pratiques dès que possible, car celle-ci va être traduite et diffusée.*

### **c. Prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes**

- Signature, ratification et entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul ; suivi de la Convention d'Istanbul

Johanna Nelles, chef de l'unité Violence à l'égard des femmes, informe les membres de l'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul (1<sup>er</sup> août 2014), et de la tenue d'une conférence (Rome, 19 septembre 2014) pour marquer cet événement. D'autres développements comme l'adoption par le Comité des Ministres des règles pour la procédure d'élection des membres du GREVIO, première étape vers la création d'un organe spécialisé et indépendant chargé du suivi de la Convention d'Istanbul, qui devrait commencer ses travaux avant l'été 2015. Le Comité des Parties, qui est l'entité politique du mécanisme de suivi de la Convention d'Istanbul et qui représentera les Parties, élira les dix premiers membres du GREVIO environ deux mois avant la date limite des nominations (2 mars 2015).

Les membres de la GEC se sont félicités de la nouvelle concernant l'attribution à la Convention d'Istanbul du prix Vision Award nouvellement créé dans le cadre du World Future Policy Award 2014 par le World Future Council, l'Union interparlementaire et ONU Femmes. Le prix rend hommage au caractère novateur de la convention et à la perspective d'une vie à l'abri de la violence qu'elle représente pour les femmes en Europe et au-delà.

- Projet du Conseil de l'Europe « Prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Ukraine » (financé par la SIDA)

Maria Oreshkina, du secrétariat de la division de l'éducation, présente aux membres de la GEC le projet du Conseil de l'Europe « Prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Ukraine ». Sa présentation est disponible sur le site web consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.

- Activités menées dans le cadre du Programme Sud

Emmanuel Baron, du secrétariat de la division de l'éducation, donne un aperçu des activités qui ont été menées dans le cadre du Programme Sud en Jordanie, au Maroc et en Tunisie depuis 2012. Il informe la GEC que l'égalité entre les femmes et les hommes et la violence à l'égard des femmes sont des priorités de la future coopération avec les pays susmentionnés pour 2015-2017. Dans ce contexte, les travaux du Conseil de l'Europe portent sur la sensibilisation et le renforcement des capacités, notamment sur l'utilisation de la Convention d'Istanbul et d'autres normes du Conseil de l'Europe comme des modèles pour élaborer les politiques nationales de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

#### **d. Garantir l'égalité d'accès des femmes à la justice**

- Séminaire : « Comblent les lacunes dans la recherche et la collecte des données ventilées par sexe en matière d'égalité d'accès des femmes à la justice » (Paris, 26-27 juin 2014)
- Conférence : « Pour garantir l'égalité d'accès des femmes à la justice » (2015)

Le président invite Carolina Lasén Diaz, chef de l'unité Egalité entre les femmes et les hommes, à exposer les conclusions du séminaire « Comblent les lacunes dans la recherche et la collecte des données ventilées par sexe en matière d'égalité d'accès des femmes à la justice » qui s'est tenu en juin 2014, et à informer les membres de l'organisation d'une conférence prévue en 2015 à Berne (Suisse). Il est prévu que cette conférence soit aussi la troisième conférence des points de contact nationaux. La compilation de bonnes pratiques, qui a été réalisée à la suite de l'audition sur l'égalité d'accès des femmes à la justice en décembre 2013 à Paris, sera renouvelée l'année prochaine en se fondant sur un modèle spécifique et des exemples de bonnes pratiques qui facilitent l'accès des femmes à la justice, en vue de pouvoir réaliser une publication à temps pour la Conférence de Berne. Après une discussion entre les participants, il est proposé d'inviter à la conférence des membres de haut niveau des cours européennes de Strasbourg et de Luxembourg. Les autorités suisses annoncent aux participants que les préparations de la conférence sont en cours.

*La GEC :*

- *charge le secrétariat d'élaborer un projet de contribution à la conférence pour examen et approbation lors de la prochaine réunion de la GEC en avril 2015 ;*

- *prend acte du cadre conceptuel de la Conférence de Berne telle qu'il figure dans le document GEC(2014)10 ;*
- *propose d'inviter des membres de haut niveau des cours européennes de Strasbourg et de Luxembourg à participer à la Conférence de Berne pendant la préparation du projet de programme devant être examiné lors de la réunion d'avril ;*
- *convient de réaliser une compilation de bonnes pratiques sur l'égalité d'accès des femmes à la justice, à publier à temps pour la Conférence de Berne ;*
- *convient de demander à la Cour européenne des droits de l'homme d'élaborer un document thématique analysant sa jurisprudence en rapport avec l'égalité entre les femmes et les hommes, en vue de le présenter au cours de la Conférence de Berne ;*
- *convient de reprendre la discussion sur ce point lors de sa prochaine réunion en avril 2015.*

**e. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique**

- Troisième cycle de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2003)3 du Comité des Ministres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique

Le président ouvre la discussion sur « la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique » et rappelle aux membres que cette question a été examinée lors de la dernière réunion de la GEC en avril 2014 ainsi qu'au cours de la réunion des points de contacts nationaux en octobre 2014. Tous les commentaires formulés par ces derniers depuis leur réunion ont été compilés dans le document GEC(2014)15. Le président ajoute que les membres de la GEC auront aussi l'occasion de faire des observations pendant la discussion. Il invite Carolina Lasén Diaz à informer la GEC sur les dernières évolutions à ce sujet et présente Tania Verge Mestre, l'expert indépendant qui a rédigé la note sur la révision de la recommandation (document GEC(2014)11).

A la suite du compte rendu fait par le secrétariat sur l'état de l'intégration des commentaires transmis par les points de contacts nationaux, et de la présentation de la note établie par M<sup>me</sup> Mestre, ce point fait l'objet d'une nouvelle discussion. Les délibérations qui s'ensuivent portent sur la révision du questionnaire précédemment utilisé en 2008, en se fondant sur les propositions formulées par le consultant et en tenant compte des observations des membres de la GEC. Des questions sont posées au sujet du calendrier et d'autres modalités pratiques concernant le format du questionnaire et la procédure de transmission des réponses.

La GEC décide :

- *que des explications, comprenant des documents de référence, sur la manière de remplir le formulaire en ligne figureront dans le questionnaire révisé ;*
- *de demander aux membres d'envoyer toutes leurs observations sur le mémorandum au secrétariat ([gender.equality@coe.int](mailto:gender.equality@coe.int)) avant le 5 janvier 2015, afin qu'un questionnaire révisé puisse être élaboré en vue de son examen lors de la prochaine réunion de la GEC en avril 2015 ;*
- *d'informer les points de contacts nationaux des discussions de la GEC et de l'adoption du questionnaire prévue au cours de la prochaine réunion de la GEC en avril 2015 ;*
- *qu'un délai de six mois sera fixé pour transmettre les réponses au questionnaire en ligne.*

**f. Intégrer dans toutes les politiques et dispositions une démarche soucieuse d'égalité entre les femmes et les hommes**

- Echange de vues avec Antje Rothemund, chef du service de la jeunesse

En raison d'un imprévu, M<sup>me</sup> Rothemund ne peut pas assister à la réunion de la GEC et l'examen de ce point est reporté à une prochaine réunion.

- Présentation du projet de lutte contre la discrimination en ligne de la Campagne contre le discours de haine par Bridget O'Loughlin du Centre européen de la jeunesse

Le président présente Bridget O'Loughlin, du Centre européen de la jeunesse, qui propose une courte vidéo en introduction de ce point. Elle expose ensuite des informations générales sur la Campagne contre le discours de haine et sur son public cible. M<sup>me</sup> O'Loughlin informe les participants que le 22 juillet a récemment été déclaré journée internationale de lutte contre le discours de haine. Elle invite les membres de la GEC à suivre la campagne sur Facebook et sur Twitter. La vidéo d'introduction est toujours disponible sur le site web du mouvement contre le discours de haine et la présentation Powerpoint peut être consultée sur le site web de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- Présentation par Aygen Becquart et Rica Terbeck, de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation, des conclusions de l'évaluation des programmes d'assistance technique

Le président accueille et présente Aygen Becquart et Rica Terbeck, de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation (DIO), et donne la parole à M<sup>me</sup> Becquart qui présente le sujet et explique les travaux menés par la DIO à cet égard. Rica Terbeck fait une présentation Powerpoint (disponible sur le site web consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes) sur l'évaluation en cours de l'intégration de la perspective de genre dans les programmes d'assistance technique du Conseil de l'Europe. Au cours de l'échange qui s'ensuit, Liri Kopaçi-Di Michele attire l'attention sur les structures en place au sein du Programme transversal du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC, points de contact nationaux, rapporteurs sur l'égalité, équipe chargée de l'approche intégrée de l'égalité, etc.) et souligne que la GEC peut offrir des conseils concernant l'intégration de la perspective de genre dans d'autres secteurs du Conseil de l'Europe. Elle propose d'organiser des formations pour les personnes impliquées dans les programmes d'assistance technique, et insiste sur les ressources existantes en la matière, comme le manuel « Soutenir les rapporteurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans leur mission », les divers exemples d'intégration de la perspective de genre dans les comités directeurs du Conseil de l'Europe, les accords partiels des organes de suivi ainsi que les formations en ligne proposées par d'autres organisations comme le HCDH. Il est proposé, au cours de la discussion, que l'une des qualifications exigées lors du recrutement de personnel dans les programmes d'assistance technique soit en rapport avec les questions d'approche intégrée de l'égalité.

La GEC décide :

- *de continuer à promouvoir l'intégration d'une perspective de genre, y compris les bonnes pratiques, conformément à la stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes.*

#### **g. Réunion du réseau des points de contact nationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes)**

A la suite d'une demande du président, on constate qu'il n'y a rien à ajouter au rapport de la 2<sup>e</sup> réunion des points de contact nationaux, qui a eu lieu le 10 octobre 2014 à Helsinki.

- *La GEC prend note du rapport de réunion de la 2<sup>e</sup> réunion des points de contact nationaux (10 octobre 2014 à Helsinki) tel qu'il figure dans le document GEC(2014)RAP rev.*

### **3. Beijing +20**

- Propositions de manifestations pour célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire

Le président présente ce point qui a déjà fait l'objet d'une discussion au cours de la 2<sup>e</sup> réunion des points de contact nationaux en octobre.

Le Secrétariat informe les participants des manifestations récentes auxquelles il a participé (Conférence à haut niveau de la présidence de l'Union européenne sur le 20<sup>e</sup> anniversaire du Programme d'action de Beijing [Rome] et Réunion régionale d'évaluation Beijing +20 de la CEE-ONU et ONU Femmes [Genève]). Conformément au mandat de la GEC et à ses résultats attendus, en particulier concernant sa coopération avec ONU Femmes et sa participation aux réunions qui la concernent, comme celles de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, le secrétariat va lancer les préparatifs d'une manifestation parallèle lors de la prochaine session CSW-59 (New-York, 9-20 mars 2015). Selon la procédure habituelle, la manifestation est organisée en collaboration avec le pays assurant la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Il est important de choisir un thème en rapport avec les travaux de la GEC qui mettrait en valeur les normes du Conseil de l'Europe.

Pendant la discussion, les membres de la GEC manifestent leur intérêt pour l'organisation d'une manifestation parallèle à la CSW-59 sur les stéréotypes de genre et le sexisme dans l'éducation et les médias, ou sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La GEC décide :

- *d'organiser en mars 2015 une manifestation parallèle à la CSW-59 sur le thème des stéréotypes de genre dans l'éducation et les médias, pour décrire les récents travaux du Conseil de l'Europe dans ces domaines.*

### **4. Glossaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes**

Le président présente ce point portant sur l'élaboration d'un glossaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes et informe les membres des discussions approfondies ayant eu lieu à ce sujet lors de la dernière réunion de la GEC. Le secrétariat a été chargé de préparer un document donnant une vue d'ensemble des glossaires déjà existants sur l'égalité, figurant dans le document GEC(2014)7. Au cours de la discussion qui s'ensuit, les membres se félicitent du document présenté et déclarent que les informations figurant en annexe constituent déjà un document de référence très satisfaisant qui devrait être publié. Les membres ne souhaitent pas ajouter de nouvelle définition dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes.

*La GEC décide :*

- *de publier sur le site web consacré à l'égalité l'annexe du document GEC(2014)7 « Note conceptuelle pour l'élaboration du glossaire du Conseil de l'Europe sur l'égalité entre les femmes et les hommes » ;*
- *de charger le secrétariat d'élaborer un document plus détaillé comprenant des définitions intéressantes issues des instruments et des normes du Conseil de l'Europe, citant des sources et fournissant des explications, en vue de son examen lors de la réunion de la GEC en novembre 2015.*

#### **IV. Coopération avec d'autres organisations régionales et internationales**

Echange de vues avec Anne Gaspard, directrice exécutive du Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité (EQUINET)

Le président accueille et présente Anne Gaspard, directrice exécutive du Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité (EQUINET). M<sup>me</sup> Gaspard fait une présentation Powerpoint exposant les travaux d'EQUINET, leurs activités actuelles et leurs projets pour l'avenir. Elle relève également certains domaines de coopération éventuels entre la GEC et EQUINET, notamment l'accès à la justice des victimes de discrimination, de violence à l'égard des femmes et de stéréotypes de genre ou de sexisme. Les membres de la GEC posent des questions sur les critères d'adhésion à EQUINET, sur les activités du réseau en matière de conciliation entre vie privée et vie professionnelle, ainsi que sur les derniers événements relatifs à la discrimination associée à la grossesse et à la parentalité. Il est convenu qu'il existe de nombreuses possibilités de coopération future entre la GEC et EQUINET, notamment la participation mutuelle aux manifestations organisées par l'un et par l'autre organe, et la diffusion des normes et des publications du Conseil de l'Europe. La présentation de M<sup>me</sup> Gaspard est disponible sur le site web consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.

*La GEC décide :*

- *d'examiner les domaines de coopération future entre la GEC et EQUINET et d'envoyer à celui-ci des informations sur les outils et les publications du Conseil de l'Europe en vue de les diffuser par l'intermédiaire des réseaux, des bulletins d'information et du site web d'EQUINET.*

Echange de vue avec Madame l'ambassadrice Miroslava Beham, conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité entre les femmes et les hommes

Le président accueille M<sup>me</sup> Miroslava Beham, conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité, pour la deuxième participation de celle-ci à un échange avec la GEC.

M<sup>me</sup> Beham souligne la coopération très satisfaisante entre l'OSCE et le Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes et rappelle la contribution du président et de M<sup>me</sup> Kopaçi-Di Michele à la Conférence d'examen de l'OSCE de l'égalité entre les femmes et les hommes (Vienne, 10-11 juillet 2014). M<sup>me</sup> Beham présente les travaux de l'OSCE sur l'égalité entre les femmes et les hommes, qui est considérée comme une notion fondamentale pour assurer la sécurité, et l'un des principaux piliers de l'approche globale de la sécurité de l'OSCE. Cette notion reconnaît également que l'analyse de sécurité devrait prendre en compte des aspects comme les droits économiques, la sécurité environnementale, la lutte contre la violence domestique, la participation politique des femmes et les droits de l'homme, dans lesquels figurent les droits de la femme. Cette mission d'intégration d'une perspective de genre dans les activités et les structures de l'OSCE découle du plan d'action pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, adopté en 2004. L'OSCE travaille actuellement sur la mise à jour de ces engagements ainsi que sur le renforcement de sa structure œuvrant pour l'égalité en vue de l'élever au statut de service, disposant d'une voix dans l'élaboration des politiques de l'OSCE. M<sup>me</sup> Beham informe la GEC que l'OSCE et la FRA coopèrent pour étendre la portée de l'étude de cette dernière sur la violence à l'égard des femmes aux Etats membres de l'OSCE ne faisant pas partie de l'Union européenne. Elle évoque les travaux menés sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU avec l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix (PRIO), la promotion de la participation des hommes aux activités concernant les questions d'égalité et le réseau MenEngage qui a été créé l'année dernière grâce à l'OSCE. Cette dernière recherche activement des moyens de développer sa coopération avec d'autres organisations internationales sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

L'OSCE organisera une conférence sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias pour faire directement suite à la Conférence d'Amsterdam de 2013 du Conseil de l'Europe.

Dans les discussions qui s'ensuivent, des membres se félicitent de la coopération et des synergies entre le Conseil de l'Europe et l'OSCE dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, et encouragent le recours aux normes du Conseil de l'Europe en la matière, ainsi que leur utilisation comme référence, en particulier la Convention d'Istanbul. Dans la mesure où les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe sont tous membres de l'OSCE, et juridiquement tenus de se soumettre aux engagements et aux normes du Conseil de l'Europe, il devrait en être fait usage au sein de l'OSCE.

## **V. Echange de vues avec Salma Nims, secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes**

Le président présente Salma Nims, secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes (ci-après JNCW), dont les travaux comprennent l'élaboration de politiques générales, l'identification de priorités et la participation à la mise en place de programmes de développement nationaux et sectoriels concernant les femmes, et Asma Khader, commissaire de la Commission électorale indépendante.

M<sup>me</sup> Nims présente les travaux de la JNCW et les difficultés rencontrées par la commission, comme le manque de ressources et de formation. Elle attire l'attention sur le fait qu'aucun haut fonctionnaire n'a reçu de formation sur l'égalité entre les femmes et les hommes, bien qu'il existe des points de contact nationaux sur l'égalité et des unités pour l'égalité, dont le personnel ne participe pas à l'élaboration du budget ni des politiques, et est seulement envoyé pour assister aux manifestations « de femmes ». Elle explique comment la JNCW œuvre avec de nombreuses ONG pour préparer des propositions juridiques et politiques, et présente son travail avec de jeunes hommes pour les sensibiliser aux différentes formes de harcèlement, au problème de l'écart salarial et à la participation des femmes à la vie publique et politique.

Au cours de l'échange qui s'ensuit, les membres de la GEC saluent le travail réalisé en Jordanie et demandent à M<sup>me</sup> Nims et à M<sup>me</sup> Khader de fournir des précisions sur certains aspects, en particulier concernant les réfugiés syriens et les crimes d'honneur, ainsi que sur leur coopération avec des ONG dans l'élaboration de textes juridiques.

Le président résume cette discussion en faisant valoir que bon nombre des principales difficultés rencontrées en Jordanie sont similaires à celles auxquelles font face de nombreux membres de la GEC dans leur pays. Il encourage M<sup>me</sup> Nims et M<sup>me</sup> Khader à utiliser les ressources et les recommandations du Conseil de l'Europe qui sont disponibles et les remercie de cet échange très enrichissant, en espérant que de nombreuses possibilités de coopération sur des questions d'intérêt commun se présenteront à l'avenir.

## **VI. Comptes rendus des manifestations auxquelles les membres de la GEC, les points de contact nationaux, les experts et le secrétariat ont assisté**

Le président présente ce point en rappelant que la plupart des manifestations auxquelles les membres de la GEC, les points de contact nationaux, les experts et le secrétariat ont assisté ont fait l'objet d'un rapport écrit figurant dans le document GEC(2014)9 rev. Il invite les participants n'ayant pas transmis leur rapport écrit à le présenter oralement devant les membres. Le président rend compte de la réunion de l'OSCE à Tokyo et de sa rencontre avec la Directrice exécutive d'ONU Femmes, pendant laquelle il a eu l'occasion de discuter des activités et de la coopération en cours entre ONU Femmes et la GEC dans des domaines d'intérêt commun comme la violence à l'égard des femmes, la promotion, la mise en œuvre et le suivi de la Convention d'Istanbul, l'accès équitable des femmes à la justice, la lutte contre les stéréotypes de genre et la participation des femmes à la prise de décision politique et publique. Le représentant serbe informe les membres de l'organisation d'une

manifestation à Varsovie sur l'égalité et de la prochaine présidence de l'OSCE assurée par la Serbie en 2015, ce qui signifie que l'égalité entre les femmes et les hommes fera partie des priorités de la présidence serbe.

Le président encourage tous les membres de la GEC à profiter de ces événements pour se présenter comme des membres de la commission, de mettre en avant ses travaux ainsi que les normes et les activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## **VII. Activités en cours et à venir**

Liri Kopaçi Di-Michele évoque certaines manifestations revêtant un intérêt pour les membres, qui sont inscrites à l'ordre du jour.

Suite à une discussion parmi les membres sur les activités à venir, la GEC :

*Propose d'inviter Nil Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme, à participer à un nouvel échange lors d'une de ses prochaines réunions.*

## **VIII. Questions diverses**

Une question est posée à propos de la préparation d'un kit de bienvenue pour les nouveaux membres de la GEC. M<sup>me</sup> Kopaçi Di-Michele informe les membres que le secrétariat examinera ce point et encourage tous les membres de la GEC ou les points de contact nationaux qui auraient des questions particulières concernant tout problème technique ou administratif à s'adresser à un membre du secrétariat, qui se fera un plaisir de les aider.

## **IX. Date et lieu des prochaines réunions de la GEC:**

- *Les participants conviennent des dates et des lieux des prochaines réunions de la GEC.*
  - *7<sup>e</sup> réunion – Strasbourg, 15-17 avril 2015*
  - *8<sup>e</sup> réunion – Strasbourg, 18-20 novembre 2015*

## Annexe I

Strasbourg, 17 novembre 2014

GEC (2014) OJ 2 rev 1

### COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (GEC)

#### *6ème réunion*

9h00 – 18h00, 19-21 novembre 2014  
Strasbourg, Agora, Salle de réunion G05

#### ORDRE DU JOUR

- X. **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**  
○ *Projet d'ordre du jour* *GEC(2014)OJ 2 rev 1*
- XI. **Élection du/de la Président(e) et du/de la Vice-Président(e)**
- XII. **Programme transversal du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes**
5. **Coopération avec d'autres entités du Conseil de l'Europe**
- a. **Échange de vues avec le Président de la groupe de rapporteurs sur les Droits de l'homme (GR-H)**
- b. **Échange de vues avec le Comité européen pour la cohésion sociale, la dignité humaine et l'égalité (CDDECS)**

#### (L'échange aura lieu en Salle 9 au Palais)

- *Avec la participation de Catherine Bij de Vaate, Conseiller de politique, Institute on Gender Equality and Women's History (ATRIA)*

- c. **Échange de vues avec Helena Lišuchová, rapporteur sur l'égalité entre les femmes et les hommes du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO)**
- d. **Demande du Comité des ministres pour information et/ou commentaires éventuels sur la Recommandation 2053(2014) de l'Assemblée parlementaire – «Les droits des femmes et les perspectives de coopération euro-méditerranéenne »**
- GEC(2014)16*
6. **Stratégie 2014-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes**
- h. **Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes**
- GEC(2014)12*
- i. **Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme**
- Suivi de la Conférence d'Amsterdam sur les médias et l'image de la femme (juillet 2013)
    - o *Projet de « toolkit »* *GEC(2014)14*
    - o *Compilation sur les principaux défis et bonnes pratiques sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias au niveau national* *Publication*
  - Conférence de Helsinki sur la lutte contre les stéréotypes dans et par l'éducation" (9-10 octobre 2014)
    - o *Suivi de la Conférence de Helsinki* *GEC(2014)13*
    - o *Diffusion des bonnes pratiques sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation* *Publication*
- j. **La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes**
- Signature, ratification et entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul *Présentation orale*
  - Suivi de la Convention d'Istanbul *Présentation orale*
  - Projet de Conseil de l'Europe "Prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes et violence domestique en Ukraine" (financé par SIDA) *Présentation orale*
  - Activités couvertes par le Programme Sud-Méditerranée *Présentation orale*

### **k. Garantir l'égalité d'accès à la justice**

- Séminaire sur "Comblant les lacunes dans la recherche et la collecte des données ventilées par sexe en matière d'égalité d'accès des femmes à la justice", Paris, 26-27 juin 2014

*Présentation orale*

- Conférence 2015 sur "Pour garantir l'égalité d'accès à la justice des femmes"
  - o *Avant-projet de cadre conceptuel* GEC(2014)10

### **l. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique**

3e cycle d'évaluation de la Recommandation Rec(2003)3 du comité des Ministres aux Etats membres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique

- o *Mémoire sur la révision du questionnaire* GEC(2014)11
- o *Questionnaire 2008* GEC(2014)5
- o *Commentaires sur le mémoire reçu des états membres* GEC(2014)15

### **m. Intégrer dans toutes les politiques et dispositions une démarche soucieuse d'égalité entre les femmes et les hommes**

- Echange de vues avec Antje Rothemund, Chef du Service de la Jeunesse
- Présentation par Aygen Becquart, Direction de l'audit interne et de l'évaluation sur les progrès et les résultats obtenus de l'évaluation des programmes d'assistance technique

### **n. Réunion de réseau des points de contact nationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes (NFPs)**

2ème réunion des NFPs (Helsinki, 10 octobre 2014)

*NFP(2014)RAP rev*

### **7. Beijing +20**

- *Propositions d'événements à l'occasion du 20ème anniversaire*

### **8. Glossaire sur l'égalité**

- o *Projet de cadre conceptuel de la création d'un glossaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes*

GEC(2014)7

### **XIII. Coopération avec d'autres organisations régionales et internationales**

Echange de vues avec Anne Gaspard, Directeur exécutive, Réseau des organismes de promotion de l'égalité (EQUINET)

Echange de vues avec l'Ambassadeur Miroslava Beham, Conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité hommes-femmes

### **XIV. Echange de vues avec Salma Nims, Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes**

### **XV. Comptes rendus des manifestations auxquelles les membres de la GEC, les NFPs, les experts et le Secrétariat ont assisté** *GEC(2014)9 rev*

### **XVI. Activités actuelles et futures**

- *Sur le plan national*
- *Sur le plan international*

### **XVII. Questions diverses**

### **XVIII. Date et lieu des prochaines réunions du GEC:**

#### **2015**

*7ème réunion– Strasbourg, 17-19 avril 2015*

*8ème réunion - Strasbourg, 18-20 novembre 2015*

#### **Calendrier des événements et des réunions à venir :**

#### **2014**

*1st International Woman and Justice Summit, 24-25 novembre 2014, Istanbul*

*UE Comité consultatif de l'égalité des chances, 27 novembre 2014, Bruxelles*

*EQUINET-FRA réunion sur le lutte contre la violence à l'égard des femmes, 9 décembre 2014, Bruxelles*

#### **2015**

*Global meeting of human rights ombudspersons, mars, Genève*

*Norway Grants Conference*

*CSW, 9-20 mars, New York*

*High-level Session on Women and Girls during the World Education Forum, mai, Corée de Sud*

*Beijing+20 – “Global Leaders’ Commitment Forum on Gender Equality and Women’s Empowerment”, septembre, New York*

*3ème Conférence du réseau des NFPs, 15-16 octobre, Berne, Suisse*

*3ème réunion du réseau des NFPs, 16 octobre, Berne, Suisse*

## ANNEXE II

### PARTICIPANTS LIST/ LISTE DES PARTICIPANT-E-S

#### Representatives / Représentant(e)s

##### Andorra / Andorre

Mme Míriam PÉREZ GARCIA  
 Coordinatrice du Service d'attention  
 sociale primaire  
 Ministère de la Santé et du Bien-être social

Mme Mireia V. PORRAS GARCÍA  
 Éducatrice sociale dans l'équipe de prise  
 en charge intégrale de la femme victime  
 de violences liées au genre (EAID)  
 Ministère de la Santé et du Bien-être social

##### Austria / Autriche

Ms Eva FEHRINGER  
 Deputy Director of European and  
 International Social Policy, Equality and  
 Labour Law  
 Federal Ministry of Labour, Social Affairs  
 and Consumer Protection

##### Bulgaria / Bulgarie

Ms Elena GYUROVA  
 State expert  
 Equal Opportunities, Antidiscrimination  
 and Social Benefits Department  
 Ministry of Labour and Social Policy

##### Croatia / Croatie

Ms Sandra BEDENIKOVIĆ  
 Advisor  
 Office for Gender Equality of the  
 Government of the Republic of Croatia

##### Estonia / Estonie

Ms Käthlin SANDER  
 Head of Gender Equality Policy

##### France

Ms Fanny BENEDETTI  
 Droits des femmes et égalité entre les  
 femmes et les hommes  
 Ministère des Affaires Sociales et de la  
 Santé  
 Ministère des Droits des Femmes  
 Direction Générale de la Cohésion Sociale

##### Finland / Finlande

Ms Päivi YLI-PIETILÄ  
 Ministerial Adviser  
 Ministry of Social Affairs and Health  
 Gender Equality Unit

##### Germany / Allemagne

Ms Antje WUNDERLICH  
 Division 405 - European and international  
 gender equality policy  
 Federal Ministry for Family Affairs  
 Senior Citizens, Women and Youth

##### Lithuania / Lituanie

Ms Vanda JURSENIENE  
 Head of the Equality between Women and  
 Men Division  
 Ministry of Social Security and Labour

##### Republic of Moldova / République de Moldova

Ms Lilia PASCAL  
 Head of Division  
 Gender equality and prevention violence  
 policies, Ministry of Labour, Social  
 Protection and Family

##### Netherlands / Pays Bas

Mr Charles DE VRIES  
 Senior Policy Advisor  
 Ministry of Education, Culture and  
 Science, Gender Equality and LGBT  
 Equality Department

**Norway / Norvège**

Ms Lise ØSTBY  
Senior Adviser  
Norwegian Directorate for Children,  
Youth and Family Affairs, Department for  
Equality and Social Inclusion

**Poland / Pologne**

Ms Anna KIERSNOWSKA  
Counsellor to the Minister  
Unit on Equality between Women and  
Men on the Labour Market  
Department of Economic Analyses and  
Forecasts, Ministry of Labour and Social  
Policy Nowogrodzka

**Portugal**

Mme Isabel ROMAO  
Independent gender equality expert

**Romania / Roumanie**

Mr Sorin BOTEZATU  
Head of Unit  
Ministry of Labour, Family, Social  
Protection and the Elderly

**Serbia / Serbie**

Mr Dragan KNEZEVIC  
Gender Equality Department  
Ministry of Labour, Employment,  
Veterans and Social Affairs

**Slovak Republic / République slovaque**

Ms Mária ČIERNA  
Senior State Counsellor  
Department of International Relations and  
European Affairs  
Ministry of Labour, Social Affairs and  
Family of the Slovak Republic

**Spain / Espagne**

Ms Ana ARRILLAGA ALDAMA  
Deputy General Direction for  
International Relations  
Ministry of Health, Social services and  
Equality

**Sweden / Suède**

Ms Lillemore DAHLGREN  
Head of Operations include gender.org  
Swedish Secretariat for Gender Research

**Switzerland / Suisse**

Mme Karine LEMPEN  
Juriste  
Département fédéral de l'intérieur DFI  
Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et  
hommes BFEG  
Domaine Droit

**"The former Yugoslav Republic of  
Macedonia"/ "L'ex-République  
yougoslave de Macédoine"**

Ms Elena GROZDANOVA  
State Counsellor for Equal opportunity  
Ministry of Labour and Social Policy

**Turkey/Turquie**

Ms Banu TUNCAY YILDIZ  
Acting Deputy Director General  
Directorate General on the Status of  
Women, Ministry of Family and Social  
Policies

Ms Goknur AKCADAG  
Head of Department on International  
Organizations  
Ministry of Family and Social

**Ukraine**

Mr Sergiy KYSLYTSYA  
**Chairperson of GEC / Président du GEC**  
Vice Minister  
Ministry of Foreign Affairs

Ms Oleksandra POPESKU  
Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Mission of Ukraine to the  
Council of Europe

**United Kingdom/Royaume-Uni**

Mr Charles RAMSDEN  
 Head of EU and International Policy  
 Government Equalities Office

**Participants/Participant-e-s****ORGANS AND COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE / ORGANES ET COMITÉS DU CONSEIL DE L'EUROPE****Committee of Ministers / Comité des Ministres**

Ambassador Drahoslav ŠTEFANEK  
 Committee of Ministers Rapporteur /  
 Comité des Ministres Rapporteur  
 Chairperson of the Rapporteur Group on  
 Human Rights (GR-H) / Président du  
 Groupe de rapporteurs sur les Droits de  
 l'Homme  
 Permanent Representative of the Slovak  
 Republic / Représentant Permanent de la  
 République slovaque

**Conference of International Non-governmental Organisations of the Council of Europe / Conférence des Organisations internationales non-gouvernementales du Conseil de l'Europe**

Ms Betty DOORNENBAL  
 Gender Equality Co-ordinator Standing  
 Committee

\*\*\*\*

**OBSERVER STATES/ÉTATS OBSERVATEURS****Holy See/Saint Siège**

Ms Catherine VIERLING

**Japan/Japon**

Ms Emiko SAITO  
 Researcher/Advisor  
 Consulate general of Japan

\*\*\*\*

**NON-MEMBER STATES / ETAT NON MEMBRE****Jordan / Jordanie**

Ms Salma NIMS  
 Secretary General of the Jordanian  
 National Commission for Women (JNCW)

Ms Asma KHADER  
 Commissioner to the Independent  
 Election Commission

\*\*\*\*\*

**INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES****European Union/Union Européenne**

Ms Claudia PIFERI  
 Assistante du Chef de Délégation  
 Délégation de l'Union Européenne auprès  
 du Conseil de l'Europe

**European Institute for Gender Equality / Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)**

Ms Ana Sofia FERNANDES  
 Resource & Documentation Centre (RDC)  
 Officer

**Organisation for Security and Co-operation in Europe / Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**

Ambassador Miroslava Beham  
 Senior Adviser on Gender Issues  
 OSCE Gender Section

Ms Hanna SANDS  
 Gender Adviser  
 OSCE Gender Section

**European Network of Equality Bodies (EQUINET)**

Ms Anne GASPARD  
 Executive Director

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRE  
PARTICIPANT-E-S**

Ms Catherine BIJ DE VAATE  
ATRIA, Institute for gender  
equality and women's history  
Vijzelstraat 20

Ms Helena LIŠUCHOVÁ  
Gender Equality Rapporteur to Group of  
States against Corruption (GRECO)  
Department of International Affairs  
Ministry of Justice

Ms Tània VERGE MESTRE  
Departament de Ciències Polítiques i  
Socials  
Universitat Pompeu Fabra (UPF)

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT/SECRETARIAT**

**COMMITTEE OF MINISTERS / COMITÉ DES  
MINISTRES**

Ms Francine ARNOLD- PAULI  
Tel: +33 (0)3 88 41 3278  
E-mail: francine.arnold.pauli@coe.int

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE  
COUNCIL OF EUROPE / ASSÉMBLÉE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Giorgio LODDO  
Committee on Equality and Non-  
Discrimination  
Tel: +33 (0) 33 90 21 59 08  
E-mail : giorgio.loddo@coe.int

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL  
AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS  
LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE  
L'EUROPE**

Ms Sedef CANKOÇAK  
Secretary to the Current Affairs  
Committee  
Tel: + 33 3 88 41 30 25  
E-mail: sedef.cankocak@coe.int

Ms Marie Kristin LETTENBICHLER  
Stagiaire / Trainee

**DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY /  
DIRECTION GENERALE DE LA DEMOCRATIE  
(DGII)**

Ms Bridget O'LOUGHLIN  
Non Formal Education and Training  
European Youth Centre  
Tel: +33 (0)3 88 41 2308  
E-mail: Bridget.OLOUGHLIN@coe.int

Mr Villano QIRIAZI  
Head of Education Policy Division  
Tel: +33 (0)3 88 41 3624  
E-mail: [villano.qiriazzi@coe.int](mailto:villano.qiriazzi@coe.int)

Ms Johanna Nelles  
Head of Unit/Chef d'Unité  
GREVIO (Violence against Women)  
Tel: +33 (0) 3 90 21 4678  
E-mail: [johanna.nelles@coe.int](mailto:johanna.nelles@coe.int)

**Equality Division/Division de l'Égalité**

Ms Liri KOPAÇI-DI MICHELE  
Head of Division / Chef de la Division  
Secretary to the Gender Equality  
Commission/ Secrétaire de la Commission  
pour l'Égalité entre les Femmes et les  
Hommes  
Tel: +33 (0)3 88 41 22 58  
E-mail: [liri.kopaci-dimichele@coe.int](mailto:liri.kopaci-dimichele@coe.int)

Ms Carolina LASÉN DIAZ  
Head of the Gender Equality Unit / Chef  
de l'Unité Égalité entre les femmes et les  
hommes  
Tel: +33 (0) 3 90 21 56 79  
E-mail: carolina.lasen-diaz@coe.int

Ms Maria ORESHKINA  
Senior Project Officer / Chargée de projets  
principale (Strasbourg)  
Tel: +33 (0) 33 90 21 4026  
E-mail: [maria.oreshkina@coe.int](mailto:maria.oreshkina@coe.int)

Ms Raluca Maria POPA  
Project Adviser / Conseillère de projets  
Tel: +33 (0) 33 90 21 44 30  
E-mail: [raluca.popa@coe.int](mailto:raluca.popa@coe.int)

Mr Emmanuel BARON  
Co-operation Project Officer / Chargé de  
projets de coopération  
Tel: +33 (0) 33 90 21 6057  
E-mail: [emmanuel.baron@coe.int](mailto:emmanuel.baron@coe.int)

Ms Camilla LANDINI  
Projet Adviser / Conseillère de projets  
Tel: +33 (0) 33 90 21 5455  
E-mail: [camilla.landini@coe.int](mailto:camilla.landini@coe.int)

Mrs Adrienne INGLEDOW  
Principal Assistant / Assistante principale  
Co-secretary to the Gender Equality  
Commission / Co-secrétaire de la  
Commission pour l'Égalité entre les  
Femmes et les Hommes  
Tel: +33 (0)3 88 41 20 63  
E-mail: [adrienne.ingledow@coe.int](mailto:adrienne.ingledow@coe.int)

Ms Paula HINCHY  
Administrative Assistant / Assistante  
administrative  
Tel: +33 (0)3 88 41 37 36  
E-mail: [paula.hinchy@coe.int](mailto:paula.hinchy@coe.int)

**DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN  
RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION  
GENERALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE  
L'ÉTAT DE DROIT (DGI)**

Ms Liubov SAMOKHINA  
Group of States against Corruption  
(GRECO)  
Tel: +33 (0)3 88 41 2024  
E-mail: [liubov.samokhina@coe.int](mailto:liubov.samokhina@coe.int)

**DIRECTORATE OF INTERNAL OVERSIGHT /  
DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE ET DE  
L'EVALUATION**

Ms Aygen BECQUART  
Head of Division, Deputy to the Director /  
Chef de Division, Adjoint au Directeur  
Evaluation Division / Division de  
l'Evaluation  
E-mail: [aygen.becquart@coe.int](mailto:aygen.becquart@coe.int)

Ms Rica TERBECK  
Evaluator/Evaluatrice  
Evaluation Division / Division de  
l'Evaluation  
E-mail: [rica.terbeck@coe.int](mailto:rica.terbeck@coe.int)

\*\*\*\*\*

**Interpreters / Interprètes**

Ms Amanda BEDDOWS  
Ms Nadine KIEFFER  
M. Jean-Jacques PEDUSSAUD